

État de lieux de la croissance au Maroc de 1960 à 2016 : progrès et Défis à relever

Assessment of Economic Growth in Morocco from 1960 to 2016: Progress and Challenges Ahead

Ayoub ESSAIDI, (Doctorant)

*Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales
Université Mohamed I, Oujda, Maroc*

Loubna ETOUZANI, (Doctorante)

*Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales
Université Mohamed I, Oujda, Maroc*

Adresse de correspondance :	Université Mohammed Premier, BV Mohammed VI B.P. 524 Oujda 60000 Maroc +212 536 50 06 14
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	ESSAIDI, A., & ETOUZANI, L. (2023). Etat de lieux de la croissance au Maroc de 1960 à 2016 : progrès et Défis à relever. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-1), 538-552. https://doi.org/10.5281/zenodo.10436946
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: October 11, 2023

Accepted: December 26, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 6-1 (2023)

État de lieux de la croissance au Maroc de 1960 à 2016 : progrès et Défis à relever

Résumé

L'objectif de cet article est d'examiner de manière approfondie la croissance économique au Maroc sur la période allant de 1960 à 2016. Pour ce faire, nous avons entrepris une analyse approfondie de la notion de croissance économique en utilisant un cadre théorique comme guide. Il ressort clairement que la croissance économique de cette région a connu une évolution significative au cours de cette période. Cette étude vise à fournir un aperçu détaillé de la croissance économique au Maroc, mettant en lumière les différents facteurs qui ont influencé cette évolution remarquable. Elle offre ainsi une compréhension approfondie des dynamiques économiques du Maroc au fil des décennies, permettant de mieux appréhender les tendances, les défis et les opportunités qui ont façonné son développement économique.

Afin de mener à bien notre étude, nous avons commencé par effectuer une revue de littérature, suivie d'une analyse descriptive des données relatives à la croissance au Maroc. Cette analyse s'est appuyée sur les informations fournies par la Banque mondiale pour la période allant de 1960 à 2016.

Mots clés : Croissance économique, état de lieux ; l'économie marocaine, Maroc.

JEL Classification : O47

Type du papier : Recherche Théorique

Abstract:

The objective of this article is to thoroughly examine economic growth in Morocco from 1960 to 2016. To do so, we undertook a comprehensive analysis of the concept of economic growth using a theoretical framework as a guide. It is clear that the economic growth of this region has undergone significant changes during this period. This study aims to provide a detailed overview of economic growth in Morocco, highlighting the various factors that have influenced this remarkable development. It thus offers an in-depth understanding of the economic dynamics of Morocco over the decades, allowing for a better grasp of the trends, challenges, and opportunities that have shaped its economic development.

To carry out our study, we began by conducting a literature review, followed by a descriptive analysis of data related to growth in Morocco. This analysis relied on information provided by the World Bank for the period from 1960 to 2016.

Keywords: Economic growth, state of affairs; Moroccan economy, Morocco.

Classification JEL: O47

Paper type: Theoretical Research

1. Introduction :

Expliquer les écarts de croissance économique et de développement entre les pays demeure une préoccupation majeure des économistes. La théorie néoclassique, incarnée par Robert Solow, a longtemps été le principal moteur de la théorie de la croissance, introduisant le progrès technique comme une variable cruciale pour maintenir la croissance à long terme. Toutefois, les limites de son modèle ont ouvert la voie à de nouvelles approches, regroupées sous le terme de "théories de la croissance endogène". Ces théories, corrigeant les lacunes du modèle de Solow, rendent le progrès technique endogène et accordent une importance accrue au capital humain, physique et public.

Cependant, même le capital physique, humain et public ne suffit pas à expliquer la croissance économique, car certains pays dotés de ces facteurs ne parviennent pas à obtenir des résultats positifs. Ainsi, les économistes se sont penchés sur les causes fondamentales sous-jacentes de la croissance économique, identifiant les déterminants "profonds".

Le premier déterminant est la géographie, que certains économistes, tels que Jeffrey Sachs et Jared Diamond, considèrent comme primordiale pour expliquer la croissance économique. Cependant, des contre-exemples tels que le Japon, la Corée et Taiwan remettent en question cette thèse, montrant des taux de croissance exceptionnels malgré des situations géographiques différentes.

Le deuxième déterminant est le commerce international, considéré comme le moteur de la croissance, de la productivité et du revenu (Baskoy, 2003). Bien que discuté par divers économistes, il stimule la productivité entre les producteurs et favorise la compétitivité des entreprises par l'innovation. Néanmoins, il peut entraîner une spécialisation inégale entre les pays, rendant certains dépendants de ressources naturelles spécifiques.

Enfin, le troisième déterminant concerne les institutions, en mettant l'accent sur le rôle des droits de propriété et de l'État de droit. Des études récentes soulignent l'importance cruciale des institutions dans la croissance économique et le développement (Acemoglu et al., 2004; Chavance, 2007; Iheonu et al., 2017) adoptant la définition de Douglass North selon laquelle les institutions sont les contraintes établies par les hommes qui structurent les interactions humaines (Abdelkader & Lakhdar, 2022). Pour conduire notre étude, nous avons initié le processus en entreprenant une revue de littérature, suivie d'une analyse descriptive des données sur la croissance au Maroc. Nous nous sommes basés sur les informations de la Banque mondiale pour la période de 1960 à 2016.

La problématique de notre étude consiste à dresser un état des lieux de la croissance économique au Maroc. Pour ce faire, la section 1 s'attachera à définir le cadre théorique de la croissance économique, la section 2 examinera la croissance économique dans cette région du monde, tandis que la section 3 mettra en avant les conclusions tirées de cette étude.

2. Revue de littérature : Les théories de la croissance économique

D'après les théoriciens de l'école classique dont nous citons : Adam Smith ; David Ricardo ; Thomas Robert Malthus pensait que la croissance ne peut pas persister dans le temps. Autrement formulée, la croissance tend vers un état stationnaire. Dans cette partie, nous essayerons de comprendre la pensée de chacun d'eux.

2.1. Les théories traditionnelles

Les anciennes idées sur la croissance économique comprennent les concepts d'Adam Smith, qui mettait en avant l'idée que la croissance était favorisée par la division internationale du travail et la spécialisation. David Ricardo, de son côté, insistait sur la limitation de la croissance en raison de la loi des rendements décroissants, tout en décrivant comment la valeur ajoutée était

répartie entre propriétaires fonciers, salariés et capitalistes. Thomas Robert Malthus exprimait des préoccupations au sujet d'une croissance démographique soutenue et avançait des propositions de contrôle de la population. Quant à Karl Marx, il imaginait une croissance restreinte dans le capitalisme en raison de la baisse tendancielle des taux de profit, mettant en lumière les conséquences de la quête incessante de bénéfices et de la compétition. Ces concepts ont laissé une empreinte durable sur les modèles ultérieurs de croissance économique.

2.1.1. Adam Smith

Dans ses Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations (1776), selon ce dernier, la croissance économique pourrait être non évolutive en raison des retombées de la productivité induite par la division de travail. Pour lui ; la division internationale est une source de la croissance, car il permet :

- L'accroissement de la dextérité par la spécialisation¹;
- Gains de temps (diminution des pertes dues au passage d'une tâche à une autre) ;
- Progrès technique par l'invention des ustensiles.

2.1.2. David Ricardo

Dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), selon cet économiste anglais ; la croissance est limitée en raison de la loi des rendements décroissants. Il faut noter que la valeur ajoutée est répartie en trois (3) tranches : tout d'abord par les propriétaires fonciers (rente foncière) ensuite les salariés (salaire de subsistance) et enfin le capitaliste (profit).

Le profit constitue un reste après avoir payé les salariés et les propriétés foncières. L'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole, car les terres deviennent moins productives.

Les profits baisseront jusqu'à un niveau où les capitalistes n'ont plus envie à investir. L'économie tombe dans une situation d'état stationnaire². Pour y remédier, il faut augmenter les gains de productivité notamment par le progrès technique ou au cas contraire, il faut s'ouvrir au commerce international.

2.1.3. Thomas Robert Malthus

Dans son ouvrage « An Essay On The Principe Of Population » publiée en 1798, Malthus est contre une augmentation soutenue de la population. Ce qui confirme sa loi de la population qui stipule la population croît comme une suite géométrique ou exponentielle (1 ; 2 ; 4 ; 8 ; 16...) par contre les biens alimentaires comme une suite arithmétique (1 ; 2 ; 3 ; 4 ; ...).

Malthus propose alors plusieurs astuces dont l'objectif essentiel est d'éliminer cette augmentation de la population parmi lesquelles on citer : prélever un impôt sur les naissances ; arrêter toute aide sociale aux nécessiteux et le célibat. Il finit par conclure que la croissance est limitée. Soulignons également que la politique malthusienne a été pratiquée en Chine avec comme objectif central limitation de nombres de naissances.

2.1.4. Karl Marx

Karl Marx (1867) a été le premier économiste à proposer un modèle formel de croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit.

En effet, la recherche des bénéfices toujours plus importantes (notamment grâce à des salaires bas tout en pénalisant les ouvriers, ce qu'il appelle, minimums de subsistance) et la concurrence

¹ Chaque pays doit se contenter dans le domaine où il est plus fort. C'est-à-dire exporter ce qui est capable de produire en moins de temps et importer la chose qui n'arrive pas à produire.

²Désigne une économie dont les activités sont relativement stables, ne favorisant ainsi ni la croissance ni la décroissance de celle-ci.

entre les capitalistes devraient provoquer un appauvrissement d'une classe sociale c'est-à-dire des ouvriers et peuvent conduire à des crises.

Juste après la crise de 1929, plusieurs économistes fondent leur analyse économique à long terme sur les règles et solutions apportées par l'économiste anglais « Keynes ». A cela, deux modèles essentiels ont été élaborés en l'occurrence le modèle d'Harrod-Domar ainsi que celui de Solow.

2.2. Les modèles de croissance postkeynésiens

2.2.1. Le modèle d'Harrod-Domar

Le modèle d'Harrod-Domar constitue les premiers modèles de croissance. À travers ce modèle, plusieurs modèles ont été établis comme le modèle de Solow, Kaldor et de Malthus qui ont rendu endogènes les paramètres qui ont été considérés exogènes dans leur modèle [(taux d'épargne (s), taux de la croissance de la population (n) et le coefficient de capital(v))].

Ces modèles ont de mêmes hypothèses comme chez Keynes, à la seule différence que ces modèles prolongent l'analyse keynésienne à long terme. Parmi les hypothèses de ce modèle, nous pouvons citer :

- La propension à épargner est stable et ne dépend pas des autres variables du modèle ;
- Les variables sont exogènes ;
- Le travail et le capital ne sont pas substituables ;
- Ce modèle ne prend pas en compte l'influence du progrès technique sur la production.

Pour une bonne marche de ce présent mémoire de recherche, il est plus judicieux de séparer ces différents modèles. Ainsi, nous commençons par le modèle de Domar ensuite Harrod.

• Le modèle de Domar

Les hypothèses de Domar, formulées dans son modèle de croissance économique, reposent sur quatre postulats clés :

- Hypothèse 1 : l'égalité emploi ressource

$$Y_t = C_t + I_t \quad \text{avec } I = S$$

- Hypothèse 2: $Y_t = f(K_t)$

Il ne tient pas compte du travail, seul le capital est en fonction de la production :

$$v = K_t/Y_t \quad \text{avec } v : \text{coefficient du capital}$$

- Hypothèse 3 : On suppose que la fonction de consommation est une fonction Keynésienne du court terme:

$$C_t = cY_t \quad \text{avec } c : \text{propension marginale à consommer}$$

En d'autres termes, la part du revenu qui n'est pas consommée sera épargnée. Cela permet de déterminer la fonction d'épargne suivante :

$$S_t = (1 - c)Y_t = sY_t \quad \text{avec } c + s = 1$$

- Hypothèse 4 : l'investissement va déterminer la quantité de capital disponible à la période suivante. Il distingue trois types d'investissements :
 - ✓ L'investissement brut représente l'ensemble des achats de biens de productions durable;
 - ✓ L'investissement de remplacement ou amortissement perte de capital liée à l'usage ou l'usure des biens de production ;
 - ✓ L'investissement net représente l'investissement brut (total) moins la dépréciation du capital (amortissement).

$$\Delta K_t = I_t - \delta K_t \quad \text{avec } :$$

$$\left\{ \begin{array}{l} \Delta K_t : \text{investissement net} \\ I_t : \text{investissement brut} \\ \delta K_t : \text{investissement de remplacement ;} \end{array} \right.$$

▪ Effet double de l'investissement

Contrairement à Keynes, selon Domar l'investissement produit deux effets. À court terme, au moment où il est réalisé, il augmente la demande globale puisqu'il implique une demande de biens de production.

On parle de l'effet revenu. Au-delà de la courte période, l'investissement a également un effet sur l'offre : il conduit, en dehors des investissements de remplacement, à accroître les capacités de production. On parle de l'effet capacité.

▪ L'effet capacité du côté de l'offre

$$Y_t = f(K_t)$$

$$Y_t = 1/v K_t$$

$$\Delta Y_t = 1/v \Delta K_t$$

L'investissement constitue un élément à long terme, car il permet d'augmenter la capacité de production.

▪ L'effet revenu du côté de la demande

$$Y_t = C_t + I_t \quad \text{Avec } C_t = cY_t \\ = 1/(1-c) \Delta I_t$$

L'investissement est un élément de la demande effective³. Il provoque un effet multiplicateur sur la demande.

Les conditions essentielles de ce modèle :

Si la production augmente plus vite que le revenu il y aura un risque d'une crise de surproduction (l'offre est supérieure à la demande).

Si le revenu augmente plus vite que la quantité de biens et services, il y aura une hausse des prix (inflation).

- Donc il faut que l'offre soit égale à la demande :

$$\underbrace{\Delta Y_t = \frac{1}{v} \Delta K_t}_{\text{Effet capacité}} = \underbrace{\Delta Y_t = \frac{1}{1-c} \Delta I_t}_{\text{Effets revenus}}$$

• Le modèle d'Harrod

Contrairement à Domar qui conclut à une stabilité de la croissance économique, pour Harrod il existe une instabilité de la croissance économique par le simple fait qu'il y a plus des situations de déséquilibres que d'équilibre.

▪ Présentation du modèle

Harrod distingue au début de ses travaux deux taux de croissance :

- Le taux de croissance effectif ou taux de croissance réalisé est le taux où le revenu augmente réellement dans l'économie.
- $g = \frac{s}{v}$ avec s : la propension marginale à épargner⁴ comprise entre 0 et 1 et v le coefficient de capital;
- Le taux de croissance garantie qui est le taux qui assure l'utilité de tous les agents ayant participé dans la production (producteurs, épargnants). A ce taux, les producteurs vont constater qu'ils ont produit une quantité exacte, et que leur investissement désiré est effectivement réalisé

³ Est une notion économique développée par John Maynard Keynes, qui dans la terminologie des économistes actuels est maintenant appelée demande anticipée.

⁴ Le taux d'épargne des ménages, mesure par le poids de l'épargne brute dans le revenu disponible brut. Elle peut-être mesurée par variation du montant de l'épargne par rapport à la variation du revenu.

$g_w = \frac{s}{\beta}$ avec s toujours la propension marginale à épargner et β la caractéristique comportementale des investisseurs-entrepreneurs.

▪ Effet investissement

Il rejoint également la pensée de Domar tout en distinguant deux effets d'investissement :

- L'investissement qui influe à l'offre (effet accélérateur) ;
- L'investissement qui influe à la demande (effet multiplicateur).

▪ La condition d'équilibre

Il sied de retenir que pour que la croissance puisse être équilibrée il va falloir que l'investissement désiré soit égale à l'investissement réalisé c'est-à-dire que :

$$g = g_w = \frac{s}{v} = \frac{s}{\beta}$$

▪ Instabilité de la croissance (fil du rasoir)

Selon Harrod, arrivé à un moment donné, les firmes n'ont plus assez d'informations en ce qui concerne la quantité de production qu'elles doivent produire. A cela, elles produisent trop ou peu afin de satisfaire la demande effective. Pour ce faire, le taux de croissance réalisé est difficilement égal au taux de croissance garantie (Iheonu et al., 2017). Les conditions de déséquilibre entre g et g_w

- Si $g > g_w$ l'investissement est insuffisant pour satisfaire la demande globale (pénurie des équipements, épuisement du stock). Pour y remédier, les investisseurs vont produire assez afin de satisfaire la demande globale dans un premier temps et ensuite pour augmenter la production par l'effet accélérateur. Donc cette phase est caractérisée par une reprise de l'activité ;
- Si $g < g_w$ cette situation va entraîner une perte au niveau des producteurs puisqu'ils ont produit à un niveau qui dépasse la demande. Cette situation va provoquer une baisse soutenue des prix. Donc cela crée une mévente, ce qui induit une crise économique.
- Introduction du taux de la croissance démographique qui est déterminée par la population active et qui est supposée exogène à l'économie : g_n

Selon Harrod, à long terme la présence de la population va nuire davantage l'équilibre entre les deux taux qui permettent le plein-emploi. Par ailleurs, pour qu'il y ait équilibre dans l'économie, il faut que les trois taux soit égaux : $g_w = g_n = g$.

Ainsi un déséquilibre entre g_w et g_n conduit à des situations suivantes :

- Si $g_w < g_n$ on aura alors une situation de chômage, car la population est plus que croissance économique ;
- Si $g_w > g_n$, l'économie connaîtra une crise déflationniste⁵ provoquée à la fois par le gaspillage (capacité de production inutilisée) de l'investissement et à la surcapacité de production (Harrod, 1939) .

Pour conclure selon Harrod, il n'existe aucun mécanisme autorégulateur du fait que les variables sont exogènes et l'indépendance des variables : s , v et n par conséquent pour rétablir l'équilibre une intervention de l'état est nécessaire.

▪ Limites du modèle Harrod-Domar

Solow critique le modèle d'Harrod-Domar pour des raisons suivantes :

- Selon Solow, les outils utilisés par Harrod-Domar comme le principe du multiplicateur, d'accélérateur sont également les mêmes avec ceux de Keynes. L'idée est que, selon lui, Harrod-Domar n'ont pas prolongé l'analyse keynésien à long terme ;

⁵ Baisse durable de niveau général des prix.

- Pour Solow, le travail et le capital sont substituables et non fixe comme Harrod-Domar l'ont considéré ;
- Solow rend endogène le coefficient (v) de façon à ce qu'elle s'adapte au taux de croissance de la population et au taux d'épargne ce qui était considéré comme exogène dans leur modèle.
- Il remet en cause le caractère instable de la croissance Hérodienne, il estime que le système de production peut s'adapter à un taux donné de croissance démographique, ce qui permet à l'économie d'approcher un état stable de la croissance (Solow, 1956).

2.2.2. Modèle de Solow (croissance exogène)

Dans les années 50, Robert Solow (1942) se pose deux questions (2) :

- Quelles sont les sources de la croissance ?
- Quelles sont les stratégies que les pays en développement doivent mener pour rattraper les pays industriels ?

La réponse à cette question est essentielle pour les pays en voie de développement. Ils pourront ainsi mettre en place des stratégies pour entamer un processus de croissance (Belaïd et al., 2009). Solow élabore alors un premier modèle explicatif de la croissance.

À la source de la croissance, l'augmentation du montant du capital investie grâce à l'investissement, chaque travailleur dispose maintenant d'un équipement plus performant et peut alors augmenter son efficacité, alors on observe à une augmentation du PIB par habitant : c'est la première phase des rendements factoriels croissants.

Avec une quantité de travail constante. L'augmentation de la quantité du travail se traduit par une augmentation de la productivité marginale du capital.

Mais peu à peu une augmentation du capital par tête entraîne une augmentation de moins en moins rapide de la production : c'est la loi de rendement décroissant qu'apparaît, car le capital n'est pas utilisé intensivement.

Au bout d'un moment donnée, l'augmentation du capital n'entraîne plus une augmentation de la production : c'est l'état régulier⁶.

Alors Solow en tire alors plusieurs conclusions : la première dès qu'un pays qui fait un effort d'investissement il connaît la croissance économique, mais plus le capital augmente plus l'augmentation du PIB par habitant est faible.

Les pays qui ont commencé leur croissance avec retard rattrapent les pays déjà développés, qui connaissent une croissance ralentie. Les pays en retard rattrapent donc le pays riche c'est la convergence des économies. À terme, les inégalités mondiales du PIB par habitant devraient disparaître.

Or, les observations montrent même dans les pays développés la croissance économique est présente. Les études statistiques montrent que la croissance économique continue dans les pays riches, même si elle se ralentit. Solow reconnaît alors cette limite et se demande comment expliquer réellement la croissance économique ?

C'est le deuxième modèle de Solow. Solow cherche alors à mesurer l'influence du travail et de capital sur la croissance, il valut le rôle du travail sur la croissance, ainsi que le rôle du capital sur la croissance, mais Il reste alors un résidu qui représente une part importante de la croissance (Cette et al., 2009). Ce résidu c'est la part de croissance qui n'est pas expliquée par l'accumulation des facteurs de productions qui visent à mesurer l'efficacité de la combinaison productive. Il peut être expliqué par tous les éléments qui rendent plus productive l'utilisation des facteurs de productions. Il s'agit des institutions (Iheonu et al., 2017), juridiques ou

⁶ A ne pas confondre avec l'état stationnaire de Ricardo et Mill, où la société serait allée jusqu'au bout de l'évolution envisageable.

économiques ou de l'amélioration de la qualité du travail, mais le plus important c'est le progrès technique⁷.

Elle permet aussi de produire des marchandises nouvelles de meilleure qualité par exemple les CD, soit d'augmenter les gains de productivités grâce à des machines performantes par exemple la robotisation des processus de productions. Les travaux empiriques montrent alors que sur la longue période le résidu de Solow a un rôle déterminant sur la croissance. Il explique par exemple entre 40 et 60% de la croissance (Acemoglu et al., 2004b)

En 1957, Solow estime que 90% de la croissance américaine des années 1909-1949 proviennent de ce résidu. Par ailleurs Carre, Dubois, Malinvaud pendant des « Trente glorieuses » estiment que le progrès technique a engendré en France une croissance annuelle moyenne de plus de 2% entre 1951-1973. Ainsi, le progrès technique est donc un déterminant de croissance. Mais le modèle de Solow ne cherche pas à expliquer économiquement les déterminants du progrès technique ne relevant pas d'un calcul économique.

Ce modèle ne cherche donc pas à expliquer une grande partie de la croissance observée : **le progrès technique tombe de ciel**. Puisqu'on ne peut expliquer économiquement le progrès technique. Alors deux (2) limites apparaissent :

- On ne peut donc pas expliquer la croissance puisqu'il provient d'un résidu inexpliqué ;
- Si on ne peut pas l'expliquer donc on ne peut donc la prévoir.

Comment expliquer Solow prix Nobel d'économie 1987 ne voit pas ses limites ? Tout simplement, car s'il arrive à expliquer économiquement le progrès technique par des variables économiques, cela va lui remettre en cause un des fondements de l'analyse néoclassique : le marché de la concurrence pure et parfaite.

En effet, si Solow acceptait à expliquer le progrès technique vient par la recherche-développement, cela voudrait dire que la recherche accroît l'efficacité du capital, donc la productivité marginale n'est pas forcément décroissante. Dans ce cas l'augmentation du capital se traduirait par une augmentation de la productivité ce qui entraîne une remise en cause de la loi de rendements décroissants.

Or, Solow ne peut remettre en cause l'hypothèse des rendements décroissants. En effet, les entreprises à l'origine de la Recherche et Développement déposent des brevets ce qui conduit à un monopole transitoire alors l'hypothèse d'atomicité n'est plus vérifiée. Les nouvelles théories de la croissance endogène remettront en cause le caractère exogène du progrès technique.

2.3. Les modèles de croissance endogène

Dans les années 80, trois (3) économistes à savoir Lucas ; Barro et Romer vont travailler sur la théorie de la croissance endogène c'est-à-dire les théories qui veulent que la croissance puisse produire de la croissance (s'auto-entretenir).

Il se base sur trois (3) idées à savoir les rendements croissants, les externalités positives et enfin le rôle de l'état. A la hauteur de cette théorie on note l'accumulation de capital qui est en nombre de quatre : le capital physique qui est un ensemble des biens de production détient par ailleurs une externalité positive dont l'acquisition de savoir par les travailleurs.

Il va permettre à ces derniers de diffuser ces savoirs aux générations futures. Le capital humain qui constitue l'éducation et de la santé de la population à des externalités positives comme le niveau d'éducation d'un agent a des effets positifs sur ses partenaires.

Le capital technologique qui s'intéresse à la connaissance relative de la production a également des externalités positives comme le progrès technique qui est un bien public qui est diffusé et

⁷ Le progrès technique : est l'ensemble des modifications qui affectent les procédés de production c'est-à-dire les innovations de procédés et la nature des biens réalisés, des innovations de produits. Ils permettent de desserrer des goulots d'étranglement limitant la production par exemple des chemins de fer du 19^{ème} siècle qui ont permis d'écouler les productions agricoles.

utiliser gratuitement et enfin le capital public qui sont les infrastructures qui sont fixées par l'État a des externalités positives, car il permet une facilitation de transport dans le pays.

• **Paul Romer (1986) :**

Prix Nobel en 2018. C'est le premier modèle de la croissance endogène. Pour lui, il n'est pas évident de considérer le progrès technique comme un facteur exogène. L'économiste américain Paul Romer montre ainsi que les investissements réalisés par une entreprise pour renouveler son équipement ont des répercussions sur le niveau global du capital technique. L'introduction d'une nouvelle machine implique de nouveaux apprentissages qui profitent à terme aux autres entreprises, y compris leurs concurrentes. Il souligne également le rôle indispensable de l'État.

• **Lucas (1988) :**

Prix Nobel en 1995. Il insiste sur le capital humain. En effet, il pense que si la formation s'améliore, si les salariés sont constamment formés par les entreprises et s'ils arrivent déjà à être bien formés, il va y avoir une productivité supérieure de ses salariés. Les salariés pourront arriver à mieux travailler, il y aura encore de nouvelles formations. À chaque fois qu'il y'aura de nouvelles formations et ainsi on élève le capital humain. Donc ce capital humain lui-aussi va provoquer des externalités positives, car au fur et à mesure qu'on améliore la formation et bien ses salariés vont se répartir dans les diverses entreprises et vont changer d'entreprises et vont apporter avec eux leurs nouvelles améliorations de connaissances, leurs nouvelles formations et celles-ci se répondra dans l'ensemble du tissu industriel et pourra donc donner une amélioration généralisée du capital humain (Fraisie-D'Olimpio, 2009). Ainsi, il y aura une croissance endogène parce que ce capital humain se sera amélioré et ensuite des externalités positives parce que cette amélioration produira de nouvelles améliorations, donc l'ensemble de l'économie.

• **Barro (1990) :**

Selon Barro les infrastructures publiques jouent un rôle indispensable dans la croissance économique. Lorsqu'on parle des infrastructures, on fait allusion à tout ce qui ait les services publics en l'occurrence routes, autoroutes... De bonnes infrastructures publiques peuvent permettent d'exercer l'activité économique. Ce qui favorise également la croissance économique.

3. État de lieu et cadre historique de la croissance économique marocaine

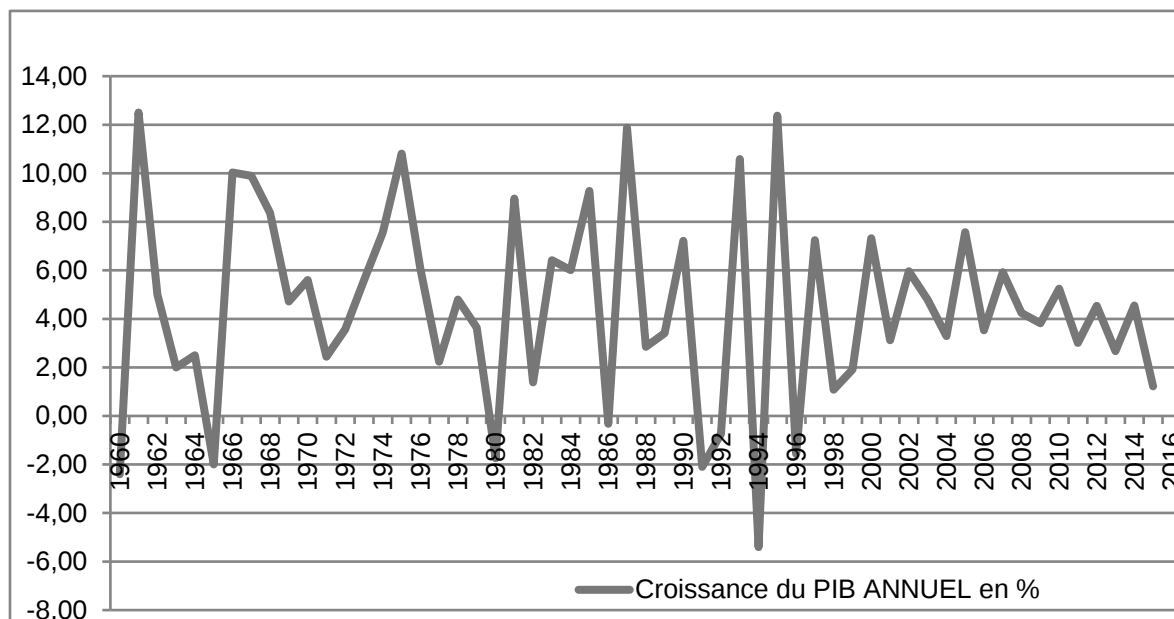
Conscient du rôle de la croissance économique dans le développement, le Maroc a déployé beaucoup d'efforts pour réaliser des taux de croissance entretenue et durable. Une présentation de la situation économique marocaine fera l'objet de cette section.

Depuis son indépendance, le Maroc a hérité d'un modèle économique peu développé, basé sur l'agriculture et une industrie entièrement artisanale. Il convient de noter que le pays a adopté plusieurs politiques dans le but d'assurer un développement économique et social pour toute la population. Il a fait le choix d'opter pour l'économie du marché caractérisé par son caractère libérale.

Un rôle important est consacré aux capitaux privés, ainsi qu'une place principale à l'État pour contribuer à la croissance économique. Dans les années 60 et 70, l'objectif des autorités publiques était de renforcer le tissu économique et accompagner les mutations sociales du pays. Les déséquilibres macroéconomiques et la crise de l'endettement des années 80, ont forcé le Maroc à se lancer dans le programme de stabilisation et d'ajustement structurel en 1983, souscrit par le Fonds Monétaire International et la banque mondiale.

D'autres réformes économiques et institutionnelles ont été mises en œuvre en parallèle en vue de remédier à ces déséquilibres, il s'agit principalement de renforcer le rôle du secteur privé et le désengagement de l'État de l'économie (Mijiyawa, 2010).

Figure 1 : l'évolution du taux de croissance entre 1960-2016



Source : élaboré par nos soins à partir des données de la banque mondiale

La croissance économique au Maroc est caractérisée par des évolutions en dents de scie. Ces fluctuations sont dues aux variations de la production agricole qui est liée fortement aux conditions climatiques. Entre 1960 et 2013,

Le taux de croissance change de signe pour être négatif plusieurs fois. Et les fois où elle réalise un taux à deux chiffres sont au nombre de doigts. Elle présente des pics, de façon à ce que chaque taux important est suivi d'une forte baisse. D'une manière générale, il est caractérisé depuis l'indépendance à nos jours par une forte volatilité qui semble être structurelle, ce qui handicape le fonctionnement du processus de l'accumulation de la richesse et auto-entretenir une croissance durable.

3.1. Croissance économique entre 1960 à 1971 :

Parmi les principaux objectifs que le Maroc a fixés à la veille de son indépendance était la réalisation d'une croissance économique suffisante en vue d'améliorer le niveau de vie de la population. C'est bien ce qui est concrétisé par les choix stratégiques et politiques menées par les pouvoirs politiques depuis 1960.

Cependant, les résultats n'ont été pas satisfaisants et restent très limités en termes d'efficacité. Ces politiques ont ciblé en premier lieu le secteur agricole, l'industrie de base, le tourisme et les ressources humaines.

Ainsi, dans la période entre 1960 et 1964, le premier plan est marqué par l'intervention forte de l'État pour le développement du secteur agricole et la mise en place d'une industrie de base pour assurer aussi l'indépendance économique.

3.2. 1965-1967 : encourager le secteur privé et orientation vers l'économie du marché

Cette décennie a enregistré une croissance en moyenne de 5% qui est la plus grande valeur réalisée de toutes les décennies suivantes. Compte tenu de la croissance de la population de 2.7%, le PIB réel par habitant a été de l'ordre de 2.3%. Le taux de croissance de PIB a enregistré

deux fois une valeur négative en 1961 et 1967, mais aussi la plus grande valeur de 12.5% en 1962 suite au bon résultat de l'année agricole.

Le secteur agricole croît pendant cette période de 7.9% alors le secteur non agricole n'a pas dépassé 4.8%. Ce qui montre l'importance de la production agricole dans le produit intérieur brut.

Selon la répartition de l'emploi des biens et services en se basant sur les données de la banque mondiale, la consommation finale représente une contribution de 4.6 points et la formation brute du capital fixe (FBCF) qui mesure le taux d'investissement contribue de 2.8 points à la croissance économique.

Ces investissements concernent l'implantation de l'industrie de base et l'intervention de l'État dans le secteur industriel. La contribution des exportations nettes à la croissance était de l'ordre de -0.8 points ce qui peut expliquer par l'échec de la politique de substituer aux importations sachant que la part des exportations dans le PIB reste quasi stable à un niveau de 23%.

3.3. Croissance économique entre 1972 et 1982 :

Pendant cette période deux objectifs principaux ont été visés, il s'agit de l'import de substitution et de la promotion des exportations. La réalisation du premier objectif a suscité l'implication forte de l'État. Et ceci est bien concrétisé par des investissements publics lourds surtout dans l'industrie à travers la création des entreprises publiques (SOMACA, SUCRERIE, CIH, etc.). Un système de protection de l'industrie marocaine naissante, caractérisé par une réglementation stricte des importations et un contrôle rigide de tarifs douaniers, a été mis en place en vue de limiter les importations des biens qui peuvent concurrencer les produits nationaux.

Pour le deuxième objectif concernant la promotion des exportations, le Maroc a profité de l'occasion de la hausse des prix des phosphates en 1974 pour réaliser des projets importants dans divers secteurs (cimentier, industrie chimique, etc.). La croissance économique a légèrement baissé par rapport à la période précédente avec un taux moyen annuel de 4.9%. Quant au PIB réel par habitant, il a été de l'ordre de 2.6% pour une variation annuelle de la population globale de 2.3%.

Au niveau sectoriel, la valeur ajoutée agricole a fait une chute libre et diminuée à 1.4% contre 7.9% dans la période précédente et sa part dans le PIB ne représente que 19.4% en moyenne annuelle. Le PIB non agricole est passé à 6.2%, ce qui reflète l'impact des investissements publics dans divers secteurs durant cette période. Le secteur des services représente presque la moitié avec une contribution au PIB de 48.6%.

L'analyse de la demande finale montre que la consommation finale reste la composante principale de la demande globale par 5 points, dont la consommation publique représente 1.8 points. Le développement des investissements publics a entraîné une hausse du taux d'investissement qui a passé de 12,4% à 22,6% du PIB, et ceci grâce à l'augmentation des prix des phosphates et aux conditions favorables du financement extérieur.

Alors que sa contribution dans le PIB reste limitée à 2 points et a même diminué par rapport à la période précédente. Ce qui permet de conclure que ces investissements sont moins efficaces que ceux de la période antérieure. L'objectif de la promotion des exportations ciblé pendant cette période n'est pas atteint. Les résultats de l'économie nationale montrent que la part des exportations dans le PIB reste la même que les années 60 soit de 36%, et sa contribution dans la croissance est négative -2.7 points du fait de l'augmentation des importations des biens d'équipements.

3.4. La croissance entre 1985-20

Les réformes structurelles déployées par le Maroc au cours de ces dernières années se sont accompagnées de progrès louables sur les plans économique, financier et social.

Ces progrès ont été rendus possibles grâce à la conduite d'une politique budgétaire indexée autant sur les impératifs de la soutenabilité que sur les priorités du développement économique et social du pays.

Au Maroc, la croissance économique est caractérisée par l'évolution en dents de scie. Ce qui explique la dépendance de la production agricole aux conditions climatiques. Elle est donc caractérisée par une volatilité qui semble être structurelle et pourrait entraver l'accumulation du capital et par la suite une croissance entretenue et durable.

L'analyse structurelle de la croissance économique nationale confirme l'engagement résolu du Maroc sur la voie de la modernisation et de la diversification de sa base productive. Ainsi, entre 2008 et 2016, l'économie nationale a pu réaliser un taux de croissance annuel moyen, en volume, de l'ordre de 3,9%. Cette performance est due, en partie, au secteur agricole dont la performance s'est raffermie depuis le lancement du Plan Maroc vert.

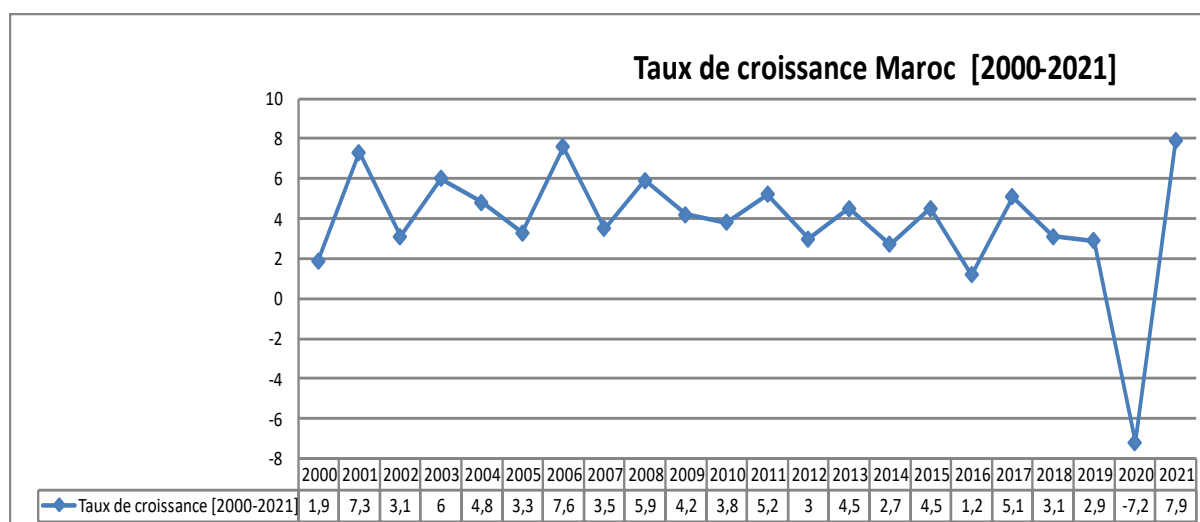
La valeur ajoutée agricole, représentant en moyenne 13% de la valeur ajoutée totale, a en effet progressé de 5,7% en moyenne par an entre 2008 et 2016. De son côté, la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est accrue de 2,5% en moyenne par an, représentant 28,9% en moyenne de la valeur ajoutée totale.

Quant au secteur tertiaire, qui représente 57,1% en moyenne de la valeur ajoutée totale entre 2008 et 2016, celui-ci a progressé annuellement de 3,6% en moyenne. L'analyse en termes des contributions des éléments de la demande à la croissance du PIB fait ressortir l'effet déterminant de la consommation finale et dans une mesure moindre de l'investissement.

Sur la période 2008-2016, les dépenses de consommation finale des ménages, qui représentent 58,9% en moyenne du PIB, ont enregistré une croissance, en volume, de 4,1% l'an, avec une contribution à la croissance économique de 2,4 points. De son côté, la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF), représentant 31,1% du PIB, a progressé de 3,2% en moyenne par an et a contribué à hauteur de 1point, en moyenne, à la croissance économique (DEPF, 2019).

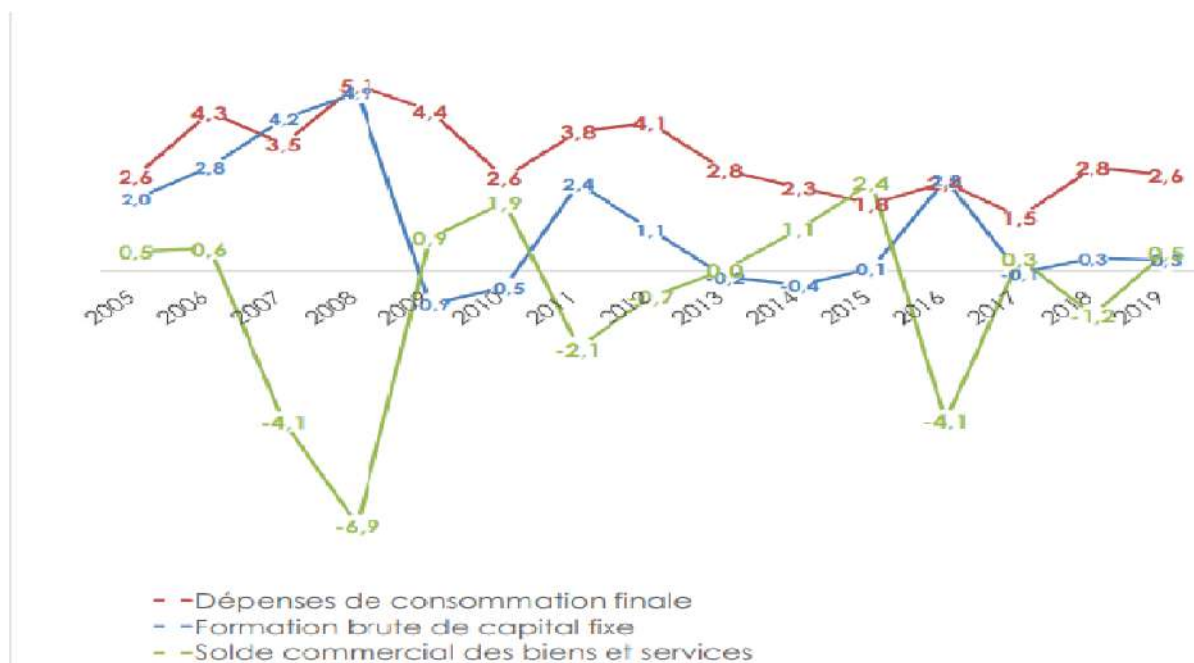
L'investissement public, composé principalement de l'investissement des entreprises publiques, suivi des dépenses d'investissement inscrites dans le Budget Général de l'État, a constitué un levier important de la croissance de l'économie nationale.

Figure 2 : Evolution du taux de croissance annuel du PIB (%) 2000 -2021



Source : élaboré par nos soins à partir des données de la banque mondiale

Figure 3 : Contribution des éléments de la demande à la croissance du PIB entre 2005-2019 (en points)



Source : Direction des Etudes et des Prévisions Financières

Ces performances confirment l'amélioration progressive de la résilience de l'économie marocaine et traduisent autant l'amélioration de la valeur ajoutée du secteur agricole, devenue moins sensible aux aléas climatiques, que celles des activités non agricoles.

Les secteurs secondaire et tertiaire constituent plus de 80% de la valeur ajoutée avec une forte contribution du secteur tertiaire qui représente plus que la moitié de la valeur ajoutée.

4. Conclusion

Pour conclure, ce travail revêt une importance capitale dans le contexte de l'évaluation de la croissance économique du Maroc sur une période de grande envergure, allant de 1960 à 2016. L'analyse approfondie effectuée met en lumière une évolution indubitable de la croissance économique du pays tout au long de cette période.

La mise en place d'un solide cadre théorique a été essentielle pour appréhender de manière rigoureuse et complète cette notion complexe de croissance économique. Malgré les défis inhérents à la réalisation d'un tel travail, tels que les contraintes temporelles et la nécessité de collecter et de traiter d'énormes quantités de données, nous avons relevé le défi avec diligence et engagement.

Cependant, afin de consolider davantage les résultats obtenus et d'enrichir les connaissances sur le sujet, il serait judicieux d'envisager des perspectives de recherche futures. Une étude d'impact approfondie de la croissance économique, s'appuyant sur des données statistiques vérifiées et actualisées, permettrait d'affiner notre compréhension des déterminants et des tendances qui ont influencé la croissance économique marocaine sur la période étudiée.

En somme, ce travail constitue une contribution précieuse à l'évaluation de la croissance économique du Maroc. Les résultats obtenus soulignent l'importance de cette croissance et mettent en évidence les progrès réalisés par le pays au fil des décennies. Toutefois, il convient de souligner que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour consolider ces

conclusions et guider de manière éclairée les politiques économiques et les décisions futures du Maroc.

Références

- (1). Abdelkader, G., & Lakhdar, A. (s. d.). Impact des institutions sur le développement social dans une économie en transition Impact of institutions on social development in an economy in transition. Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/649/5/1/191668>
- (2). Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. (2004a). Institutions, volatility, and crises. In *Growth and productivity in East Asia* (p. 71-108). University of Chicago Press. <https://www.nber.org/system/files/chapters/c10745/c10745.pdf>
- (3). Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. (2004b). Institutions, volatility, and crises. In *Growth and productivity in East Asia* (p. 71-108). University of Chicago Press. <https://www.nber.org/system/files/chapters/c10745/c10745.pdf>
- (4). Baskoy, T. (2003). Thorstein Veblen's theory of business competition. *Journal of Economic Issues*, 1121-1137.
- (5). Belaïd, R., Gasmi, F., & Recuero Virto, L. (2009). La qualité des institutions influence-t-elle la performance économique? Le cas des télécommunications dans les pays en voie de développement. *Revue d'économie du développement*, 3, 51-81.
- (6). Cette, G., Epaulard, A., & Givord, P. (2009). Productivity growth: The role of institutions and economic policy. *Economie & Statistique*. <https://search.proquest.com/openview/080e6e358fe104d9fa88e209f13fbf91/1?pq-origsite=gscholar&cbl=1806337>
- (7). Chavance, B. (2007). L'expérience postsocialiste et le résistant apprentissage de la science économique 1. *Revue du MAUSS*, 2, 49-63.
- (8). Fraisse-D'Olimpio, S. (2009). Les fondements théoriques du concept de capital humain. Article en ligne] Récupéré de: <http://ses.ens-lyon.fr/les-fondements-theoriques-du-concept-de-capitalhumain-partie-1-68302.kjsp>.
- (9). Iheonu, C., Ihedimma, G., & Onwuanaku, C. (2017). Institutional quality and economic performance in West Africa. <https://mp.ra.ub.uni-muenchen.de/id/eprint/82212>
- (10). Mijiyawa, A. (2010). Institutions et développement: Analyse des effets macroéconomiques des institutions et de réformes institutionnelles dans les pays en développement [PhD Thesis, Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I]. <https://theses.hal.science/tel-00484905/>
- (11). Robert Solow (1956), "A Contribution to the Theory of Economic Growth", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, No. 1.,p.2-10.
- (12). Roy Forbes Harrod , *An Essay in Dynamic Theory*, Mar 1939; *The Economic Journal*, Vol. 49, No. 193, ,p21-30; <http://piketty.pse.ens.fr/files/Harrod1939.pdf>
- (13). Synthèse du Rapport Economique et Financier 2019, direction des études et prévision financières du ministère de l'économie et des finances du Maroc, Novembre 2019, p. 4.